

Maxi
 *Fiches*

3^e édition

Histoire des faits économiques

De la Révolution industrielle à nos jours

BERTRAND BLANCHETON

DUNOD

Du même auteur :
Sciences économiques, 3^e édition, Coll. Maxi Fiches,
Dunod, 2016

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements

d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour

les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée. Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).



© Dunod, 2016

11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff

www.dunod.com

ISBN 978-2-10-075875-3

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2^o et 3^o a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

Avant-propos	1
1 La Révolution industrielle anglaise (1760-1830)	2
2 Les <i>corn laws</i>	6
3 La libéralisation commerciale des années 1850-1860	10
4 La révolution des transports	14
5 Les chemins de fer au XIX^e siècle	18
6 Les fondements de la puissance économique des États-Unis	20
7 Le Zollverein et l'intégration allemande	24
8 La restauration Meiji au Japon	26
9 La hiérarchie des puissances économiques (1820-1913)	30
10 La première mondialisation (1850-1914)	32
11 L'étalon-or	36
12 La loi Méline de 1892	38
13 Le paradoxe Bairoch ou « tariff growth paradox »	40
14 Le Taylorisme	44
15 Le financement de la Première Guerre mondiale en France	46
16 Les réparations allemandes	50
17 L'hyperinflation allemande	54
18 La déflation britannique des années 1920	56
19 La stabilisation Poincaré	60
20 La Nouvelle Économie Politique en URSS	64
21 La crise de 1929	68
22 Le <i>New Deal</i>	72
23 Le Front populaire	76
24 Le système de Bretton Woods (1944-1971)	80
25 Le Fonds monétaire international	84
26 La Banque mondiale	86

27	Le GATT	88
28	Nationalisations et privatisations en France	92
29	Les Trente Glorieuses	96
30	Le Fordisme	100
31	Le miracle économique japonais	102
32	Le Toyotisme	104
33	Le plan Rueff de 1958 (comité Rueff)	106
34	La relance Kennedy Johnson (1961-1965)	108
35	Les accords de Grenelle de mai 1968	110
36	Les chocs pétroliers de 1973 et 1979	114
37	Le syndrome hollandais ou la malédiction des ressources naturelles	118
38	La relance Chirac de 1975	120
39	La relance socialiste (1981-1982)	122
40	La politique agricole commune	126
41	La construction monétaire européenne	130
42	L'intégration européenne	134
43	La Banque centrale européenne et l'euro	138
44	La seconde mondialisation	140
45	L'intégration financière internationale	144
46	L'émergence de la Chine	146
47	L'organisation mondiale du commerce	148
48	De la crise financière des subprimes à la crise de l'euro	150
49	La résistance du dollar en tant que monnaie internationale	152
	Glossaire	156
	Bibliographie	183
	Index	185

Avant-propos

Ce *Maxi Fiches d'Histoire des faits économiques* se présente sous forme de fiches synthétiques de deux ou quatre pages.

Près de cinquante des principaux thèmes de l'histoire économique contemporaine sont abordés (la révolution industrielle anglaise, la crise de 1929, les chocs pétroliers, l'intégration européenne...).

Un glossaire de 200 notions clés complète l'ouvrage.

Plusieurs outils pédagogiques sont à la disposition du lecteur :

- La rubrique **Point clé** fait ressortir l'intérêt du sujet et ses principaux enjeux.
- La rubrique **Repères chronologiques** récapitule les principales dates et événements à mémoriser.
- Les **termes surlignés** dans le texte sont définis dans le lexique final.

L'ouvrage constitue un outil efficace de révision des examens et de préparation aux concours.

1

La Révolution industrielle anglaise (1760-1830)

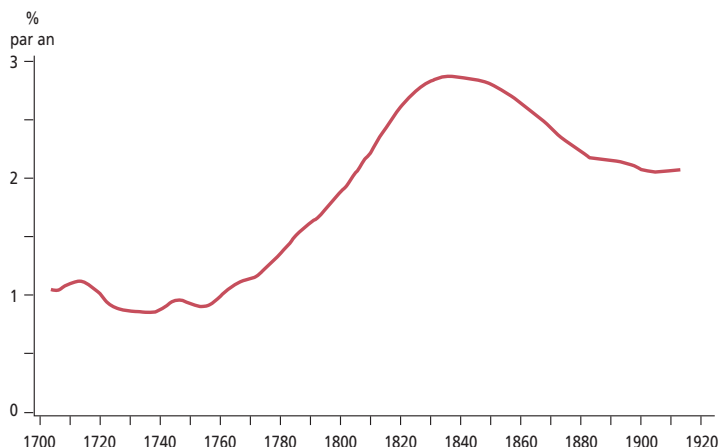
Point clé

La Révolution industrielle constitue une rupture majeure dans l'histoire de l'humanité, comparable à la « révolution néolithique ». Elle apparaît comme le point de départ de ce que Kuznets appelle la croissance économique moderne à savoir un processus cumulatif d'accroissement simultané de la population, de la production et du revenu par tête. Cette croissance subite a été nourrie par une série de changements simultanés : l'idée qu'il existerait un facteur déterminant (ultime) doit être abandonnée. L'économie anglaise avait atteint un niveau de développement suffisant permettant à l'offre de répondre par la mécanisation à une sollicitation de la demande (alors forte dans le textile).

1. LES MANIFESTATIONS DE LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

Ce phénomène se déroule en Angleterre entre 1760 et 1830 pour reprendre la datation traditionnelle de l'historien Ashton (1959). Il se manifeste par l'apparition d'innovations dans les secteurs du textile (machines à tisser), du « machinisme » (perfectionnement de la machine à vapeur), de la sidérurgie et la métallurgie (diffusion des hauts fourneaux au coke...) et un peu plus tard dans d'autres domaines comme le transport ou la chimie. Le caractère révolutionnaire de ces transformations est certes atténué par le fait que les innovations sont tributaires d'améliorations antérieures, c'est par exemple le cas de la machine à vapeur, dès la fin du xvii^e siècle Savery crée une machine à pomper l'eau des mines, en 1712 Newcomen améliore la machine... Mais une vraie rupture se déroule bel et bien à partir de la décennie 1760-1770 qui tient à l'ampleur et au nombre des innovations, à l'intensité de leur diffusion, aux inflexions observables dans la croissance des gains de productivité et de la production industrielle.

Trend de la production industrielle britannique (xviii^e-xix^e siècles)



L'histoire économique quantitative fait ressortir une nette rupture en Angleterre en matière de croissance de la production industrielle dans les années 1760-1770. Même si les premières décennies du XVIII^e connaissent déjà un rythme de croissance assez soutenu (de l'ordre de 1 % l'an) fondé notamment sur la protoindustrialisation, c'est un véritable décollage (*take off* pour reprendre la terminologie de Rostow Les Étapes de la croissance économique (1963)) qui se fait jour à la fin du XVIII^e siècle (voir le graphique très explicite de Crafts).

Plus largement la Révolution industrielle anglaise s'accompagne de transformations radicales dans les domaines démographique, culturel, géopolitique ou encore dans l'organisation du travail. Ces bouleversements participent de l'extraordinaire complexité de ce processus. L'analyse des interactions entre facteurs de demande et facteurs d'offre fournit une grille de lecture de cet épisode.

2. LES FACTEURS DE PROGRESSION DE LA DEMANDE : LE RÔLE DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET DE LA CONSOMMATION

Au milieu du XVIII^e siècle la demande adressée en Angleterre au secteur textile et à un degré moindre à la métallurgie est si forte qu'elle entraîne une pénurie de main-d'œuvre. Plusieurs facteurs peuvent concourir à expliquer cette forte demande.

Le commerce international constitue un vecteur potentiel de pression de la demande (demande externe en l'occurrence) en même temps qu'il permet une accumulation préalable de capital. Depuis la fin du XVII^e siècle la Grande-Bretagne a imposé sa domination maritime et dispose au milieu du XVIII^e siècle d'importants débouchés coloniaux (en Amérique du Nord, Asie...). Il semble, par exemple, que fin XVII^e les exportations de laines représentent 30 % de la production anglaise et que cette proportion atteigne 50 % au milieu du XVIII^e siècle. Sans exclure totalement ce facteur, la localisation des principaux foyers de la « Révolution industrielle » ne corrobore pas cette hypothèse : les villes portuaires ne sont pas les premières concernées.

Un fait est solidement établi grâce aux travaux de Wrigley et Schofield (1981) : la population anglaise, après avoir pratiquement stagné depuis le milieu du XVII^e siècle, progresse à un rythme soutenu à partir de 1740 (entre 1740 et 1760, elle croît à un taux annuel moyen voisin de 0,5 %). La population de la Grande-Bretagne passe de 7,4 millions d'habitants en 1750 à 10,7 millions en 1800 et 20,6 millions en 1850. La poussée démographique pourrait être à l'origine de la hausse de la demande textile. Mais l'influence dynamique de la croissance démographique est contestée : dans une perspective malthusienne, toutes choses égales par ailleurs, elle vient buter sur une insuffisance des subsistances et provoque une hausse des prix et une baisse des salaires réels qui la ramène à son niveau initial (à travers les conséquences de la malnutrition).

Le développement des villes (surtout Londres) et du commerce s'accompagne d'une transformation du mode de vie et des habitudes de consommation. L'anthropologie historique a montré qu'au XVIII^e siècle un désir de consommation s'est développé notamment dans la classe moyenne/inférieure. Pour acquérir des objets (tissus à la mode (indiennes), rubans, bijoux...) il a fallu, à productivité constante du capital, travailler plus pour accroître son revenu et assouvir ce désir.

3. L'ANTÉRIORITÉ D'UNE RÉVOLUTION AGRICOLE ?

Selon Bairoch dans *Révolution industrielle et sous-développement* (1963) rien n'aurait été possible sans bouleversements dans le secteur agricole. La croissance démographique

est, selon lui, logiquement tributaire de mutations préalables en matière de subsistances et des progrès réalisés dans l'agriculture. Les travaux de Bairoch insistent sur le rôle des interactions entre Révolution agricole et Révolution industrielle. L'auteur part d'abord du constat qu'une explication de la Révolution industrielle ne peut pas faire l'impasse sur l'agriculture (ce secteur représentant 8/10^e de l'activité humaine à l'époque). Sans gains de productivité importants dans l'agriculture, il n'aurait pas été possible de nourrir une population croissante et plus urbaine.

Bairoch soutient l'existence d'une Révolution agricole en Angleterre fin xvii^e siècle. Les progrès initiaux de l'agriculture anglaise localisés au sud-est du pays seraient liés à un transfert de techniques nouvelles des Pays-Bas dû à un mouvement important d'émigrés protestants chassés des Flandres par la domination espagnole. À la même époque, le mouvement des enclosures constitue un autre facteur de modernisation de l'agriculture outre-manche.

L'argument d'un solde céréalier anglais positif dans le deuxième quart du xviii^e siècle et la mise en évidence d'une hausse de la production et de la consommation de fer à usage agricole appuient cette thèse. Sur la même période une détérioration des termes de l'échange des produits agricoles vis-à-vis des produits industriels est aussi décelable et paraît témoigner de l'intensité des gains de productivité dans le secteur agricole.

Ces gains permettent à l'agriculture anglaise de libérer de la main-d'œuvre et offre des débouchés à l'industrie. La pression de la demande appelle le progrès technique. Les innovations industrielles répondent à cette sollicitation parce qu'un « seuil critique » a été franchi en matière de recherche fondamentale.

4. LA RÉPONSE DE L'OFFRE

On constate l'apparition dans la deuxième moitié du xviii^e siècle de multiples inventions et innovations techniques dans un nombre relativement réduit de secteurs industriels principalement le textile (qui occupe alors 60 à 70 % du total des actifs des industries manufacturières), le « machinisme », la métallurgie ainsi que les transports et la chimie.

Dans le textile certaines inventions sont traditionnellement mises en exergue.

- La navette volante de Kay, innovation des années 1730, est diffusée dans le tissage du coton vers 1760 où elle améliore la productivité d'environ 30 %.
- La machine à filer Spinning Jenny (1765-66) de Hargreaves, avec rouet multiplié, est particulièrement adaptée aux petites unités de production (intermédiaire entre travail manuel et machinisme).
- La Waterframe (1767) de Arkwright qui utilise l'énergie hydraulique et exige de lourdes installations est destinée à de plus grosses structures.
- La Mule Jenny (1777) de Crompton est une sorte de croisement des deux précédentes inventions, elle est complètement mécanisée.
- Au cours des années 1780 les métiers à tisser mécaniques de Cartwright remplacent les navettes volantes de Kay et permettent une nouvelle progression de la production de tissu.
- En 1783 Bell met au point la technique de l'impression mécanique des tissus.

Dans le secteur du « machinisme » l'écossais James Watt perfectionne la machine à vapeur, il dépose en 1769 le brevet d'une machine à vapeur avec condenseur séparé.

Le secteur de la métallurgie connaît lui aussi des bouleversements techniques à la même époque comme la substitution du coke au charbon de bois pour alimenter les hauts fourneaux et produire la fonte. L'abondance de la fonte crée des goulets d'étranglement pour l'affinage (sa transformation en fer), le procédé du puddlage inventé par Cort en 1783 répond à ce défi. La même année Cort remplace le marteau hydraulique par le laminoir pour accélérer la forge du fer. L'extraction du charbon des mines s'effectue par rails d'abord en bois, puis métalliques à partir de 1765 en Angleterre.

Dans les transports le Français Cugnot utilise en 1770 l'action directe du piston sur la manivelle pour actionner une roue motrice mettant ainsi au point un premier véhicule terrestre à vapeur. En 1783 Jouffroy d'Abbans fait naviguer un premier bateau à vapeur. Plus tard, Trevithick effectue les premiers essais de locomotives à vapeur.

Dans le secteur de la chimie le chlore est découvert en 1774 par Scheele et utilisé très vite dans le blanchiment industriel des tissus.

5. LES LOGIQUES DU DÉVELOPPEMENT TECHNIQUE

L'enchaînement des inventions et l'interdépendance entre les innovations invitent à s'interroger sur la logique du développement technique.

Selon Landes dans *Richesse et pauvreté des nations* (2000), ces inventions présentent trois traits marquants : des machines se substituent aux travailleurs, l'énergie est produite par des machines, de nouvelles matières premières sont utilisées. La mécanisation et l'apparition de la grande usine constituent les lignes de forces d'un processus qui touche à la fois les méthodes de production et l'organisation de la société.

Un modèle « défi-réponse » peut être proposé : les premières découvertes seraient dues « au hasard », ensuite les innovations se répondraient les unes aux autres au gré de blocages et de déséquilibres internes. Ainsi la machine de Kay aurait rendu le fil rare et provoqué la hausse de son prix stimulant par là même l'innovation dans le domaine de la filature.

Bertrand Gilles met en avant l'existence d'un « système technique » qui suppose une cohérence entre les techniques, l'énergie, les matériaux, les transports et les secteurs de consommation. Au centre du système en vigueur à l'époque se trouvent le fer, le charbon et la machine à vapeur... Ce système est achevé en 1850, le métal a remplacé le bois, la machine à vapeur est utilisée dans tous les secteurs, le charbon fait le lien entre les deux. À son apogée le système devient difficile à améliorer, il conviendrait que de nouvelles techniques apparaissent pour surmonter les blocages. Le système se déstructurerait alors au profit d'un nouveau d'où, par extension, le caractère cyclique de l'activité.

Repères chronologiques

- 1760 (vers) : utilisation de la navette volante de Kay pour le tissage du coton
- 1765 : mise au point de la machine à filer Spinning Jenny par Hargreaves
- 1769 : dépôt par Watt du brevet d'une machine à vapeur avec condenseur séparé
- 1783 : invention du procédé du puddlage par Cort
- 1785 : métier à tisser mécanique de Cartwright

2

Les *corn laws*

Point clé

Les *corn laws* (lois sur les blés) sont à l'origine d'une controverse dans l'Angleterre de la première moitié du XIX^e siècle sur les avantages et les inconvénients du protectionnisme agricole. Ricardo et Malthus posent, à cette occasion, l'essentiel de l'argumentaire contemporain sur la politique commerciale. Ce débat traverse la société anglaise et structure la vie politique. L'épisode montre que la politique commerciale d'une nation est notamment le produit des rapports de forces entre groupes sociaux.

1. L'HÉRITAGE PROTECTIONNISTE, PRIVILÈGE DE L'ARISTOCRATIE FONCIÈRE

a) Une pratique ancienne

Des *corn laws* existent en Angleterre dès 1436, elles autorisent alors l'exportation de céréales uniquement si les prix locaux tombent en deçà d'un certain seuil. Des lois plus ou moins rigoureuses perdurent jusqu'au XVIII^e siècle exprimant à la fois le pouvoir de l'aristocratie foncière et la force de la doctrine mercantiliste. En 1791 une loi interdit l'importation de blé tant que son prix intérieur reste inférieur à 54 shillings le *quarter* (soit l'équivalent de 291 litres de blé). Ce barème est porté à 66 shillings en 1804. Par la suite, en raison de la fin des guerres napoléoniennes, l'aristocratie foncière anglaise doit faire face à une baisse de ses revenus agricoles. Toujours dominante au Parlement elle obtient en 1815 le vote d'une nouvelle élévation du barème : la libre importation des blés n'est maintenant possible que si le prix du *quarter* dépasse 80 shillings. Un tel prix est particulièrement élevé, il est voisin d'un prix de famine.

b) Vue d'ensemble du débat

Dans ce contexte d'élévation des prix, avec en arrière plan la symbolique du prix du pain, ces *corn laws* font l'objet d'un débat pendant près de trente ans. La controverse met d'abord en présence les plus grands économistes de l'époque. Ricardo (1772-1823) apparaît comme le chef de file des partisans de l'abolition des lois. Son argumentaire est d'abord analytique : le libre-échange éloigne l'horizon de l'état stationnaire. Malthus (1766-1834) est le principal défenseur des *corn laws*, il avance des arguments de nature plus politique. Ce débat traverse toute la société anglaise et structure la vie politique du XIX^e siècle. L'épisode illustre le fait que la politique commerciale d'une nation dépend des rapports de forces entre les différentes composantes de la société, essentiellement à l'époque, pour caricaturer, les intérêts agrariens face aux intérêts industriels avec comme « arbitre » un gouvernement dont les recettes douanières constituent environ 45 % des rentrées budgétaires au seuil des années 1840.

2. LES TERMES DU DÉBAT ÉCONOMIQUE

Au cours de la décennie 1810-1820 les économistes s'emparent de la question des blés. Partisans et adversaires des *corn laws* s'affrontent dans un débat qui traduit une montée en puissance de l'expertise économique et marque l'histoire de l'analyse économique par sa densité.

a) Les arguments ricardiens : baisse du prix du blé et des salaires, restauration des profits et éloignement de l'horizon de l'état stationnaire.

D. Ricardo, appuyé notamment par E. West, T. Tooke et R. Torrens, recommande l'abrogation des *corn laws*. Plusieurs arguments sont mis en avant.

Le blé représente, selon Ricardo, une composante importante de la consommation des travailleurs. La hausse du prix du blé pèse ainsi sur les salaires qui oscillent autour de leur niveau de subsistance et tend à diminuer les profits. En 1817 dans les *Principes d'économie politique* et de l'impôt Ricardo affirme : « Si, au lieu de cultiver notre propre blé ou de fabriquer les vêtements ou les autres biens nécessaires aux travailleurs, nous découvrons un nouveau marché qui nous fournit ces marchandises à meilleur compte, les salaires diminueront et les profits augmenteront. » En ce sens le libre-échange à travers la baisse des prix des denrées alimentaires permettrait de restaurer les profits et d'éloigner l'horizon de l'état stationnaire auquel l'économie anglaise lui semble condamnée du fait des rendements décroissants et de la rente différentielle de la terre.

Selon Ricardo et James Mill (père de John Stuart) la mise en place d'un marché céréalier mondial permettrait de lisser les fluctuations des prix du blé. Les prix anglais seraient moins sensibles aux aléas climatiques locaux. Les déséquilibres se compenseraient à l'échelle internationale.

La suppression des *corn laws* est une mesure d'équité sociale, le bas prix du pain profiterait à tous. Pour Ricardo et plus tard pour John Stuart Mill (1827) l'intérêt des propriétaires fonciers ne doit pas passer avant celui de la nation.

b) Les arguments de Malthus : indépendance alimentaire et stabilité sociale

T. Malthus apparaît comme la figure de proue des défenseurs des *corn laws*, il est appuyé par des auteurs moins connus comme W. Jacob et W. Spence.

Dans ses *Observations sur les effets des lois sur les blés* (1814) Malthus conteste le lien entre prix du blé et prix du travail, la consommation de blé n'est qu'une composante mineure des achats des salariés : « Le prix du blé ne règle pas immédiatement ni généralement les prix du travail et de toutes autres marchandises. » Il fait par ailleurs observer que des situations de pauvreté et de famine apparaissent parfois dans des pays où les prix du blé sont très bas. Le lien entre baisse des prix du blé et augmentation des profits ne lui semble pas établi.

Malthus met ensuite en avant l'importance de la sécurité des approvisionnements en denrées et l'intérêt de l'indépendance alimentaire nationale. L'épisode du blocus a rappelé la réalité de ce risque même si grâce à sa domination maritime l'Angleterre s'est alors appuyée sur son empire colonial et a développé ses relations commerciales avec les États-Unis et les pays neutres.

Enfin le maintien des *corn laws* se justifie au nom de la stabilité sectorielle et sociale de l'économie. Il existerait, selon Malthus, une proportion naturelle entre activités agricoles et industrielles. Il s'oppose à l'idée ricardienne d'une division internationale du travail et d'une spécialisation sur la base d'avantages comparatifs en termes de coûts de production qui impliquent le sacrifice de certains secteurs de l'économie.

3. LES CORN LAWS : UN DÉBAT DE SOCIÉTÉ

a) Le mécontentement des industriels

D'emblée, dès 1815, l'élévation du barème suscite des mécontentements : lors du vote le peuple manifeste devant les Chambres qui doivent être défendues par la troupe. Les

industriels sont, eux aussi, mécontents. Ils souhaiteraient l'établissement d'un libre-échange généralisé en Europe afin de s'ouvrir les marchés continentaux. La baisse du prix des denrées alimentaires permettrait alors une réduction des coûts de production à travers la baisse des salaires. Par ailleurs, l'augmentation des quantités à produire pour l'exportation autoriserait une plus grande mécanisation de la production. Les industriels vont dès lors s'opposer aux Landlords en réclamant la suppression de cette loi. L'audience des abolitionnistes grandit progressivement à mesure que le poids de l'industrie progresse au sein de l'économie anglaise. Selon les estimations de Paul Bairoch en 1810 la part de l'agriculture dans le PNB était supérieure de 70 % à celle de l'industrie mais en 1840 l'industrie dépasse déjà l'agriculture de 60 %.

Dès 1820, une « pétition des marchands » contre les *corn laws* est remise à la Chambre des Communes, rassemblée à l'initiative de l'économiste Thomas Tooke et le soutien officieux du Political Economy Club de Ricardo. Ce dernier meurt en 1823 mais le poids et l'audience des industriels continuent de grandir à mesure que le pays se développe. Les industriels sont rejoints par des propriétaires fonciers éclairés qui parfois ont diversifié leurs activités en investissant dans des affaires industrielles et commerciales.

En 1828, l'instauration de l'échelle mobile des droits de douanes assouplit de facto les *corn laws*. En 1832, la réforme électorale améliore la représentation politique des industriels en redistribuant les sièges et en doublant le corps électoral qui passe à 800 000 votants.

b) L'amplification du mouvement anti-corn laws autour de la ligue de Manchester entre 1838 et 1846

En 1838, une association de patrons est créée à Manchester, animée par John Bright et surtout Richard Cobden. Cette ligue de Manchester va alors faire école. Un an plus tard la National Anti-Corn Law League (ligue contre les lois céréalières) est créée sous forme de fédérations d'associations locales. Le groupe de pression est très actif, distribue des brochures, organise des conférences (800 pour la seule année 1840), rassemble des pétitions.

En 1843, *The Economist* – nouvel hebdomadaire – appuie les tenants du libre-échange en utilisant notamment des arguments « sociaux » : la suppression des *corn laws* permettrait la baisse du prix du pain et du coût de la vie.

Le mouvement qui cristallise par ailleurs divers mécontentements et conteste les privilèges établis voit sa popularité grandir. Le parti Tory de Robert Peel est de plus en plus sensible aux thèses libres échangistes.

En 1842, la politique commerciale anglaise connaît une inflexion, le Premier ministre Peel réduit de façon substantielle les droits de douanes et annule l'interdiction d'exporter des machines en vigueur depuis 1774. Mais les *corn laws* ne sont pas réellement modifiées. Il faut attendre les désastreuses pluies de 1845 et la mauvaise récolte de pommes de terre en Irlande pour forcer l'abrogation des *corn laws* le 15 mai 1846. La Grande-Bretagne paraît sacrifier son agriculture sur l'autel de la division internationale du travail.

4. LES CONSÉQUENCES DE L'ABOLITION DES CORN LAWS ET DE LA MISE EN ŒUVRE D'UNE POLITIQUE DE LIBRE-ÉCHANGE PAR LA GRANDE-BRETAGNE

a) Une dépendance alimentaire croissante

L'abolition des lois sur les blés s'inscrit dans un vaste ensemble de mesures de libéralisation des échanges commerciaux (suppression des actes de navigation en 1849, abro-

gation de nombreuses taxes douanières entre 1846 et 1852). De manière unilatérale la Grande-Bretagne adopte une politique commerciale qui peut être qualifiée de véritablement libre-échangiste, elle reste en vigueur jusqu'au seuil des années 1930. Quelles en sont les conséquences ?

En ce qui concerne l'agriculture, la production nationale de blé ne s'est pas effondrée à la suite du démantèlement des *corn laws* : entre la période 1831-41 et la période 1849-1859 elle fléchit d'un peu moins de 15 %. Les prix du blé fluctuent sur la période 1850-1878 entre 46 et 70 shillings le *quarter* mais « aucune baisse tendancielle et substantielle » ne peut être identifiée selon A. Clément (2004). L'agriculture anglaise opère une reconversion vers l'élevage qui lui permet de connaître une période faste jusqu'au seuil des années 1870.

Néanmoins les importations de blé progressent et le taux de dépendance alimentaire s'accroît durablement : les importations représentent 13 % de la consommation de blé entre 1830 et 1850, elles atteignent 48 % entre 1868 et 1875 enfin près de 75 % entre 1905 et 1909. Cette dépendance alimentaire croissante jusque dans la première moitié du xx^e siècle impose à la Grande-Bretagne de préserver la sécurité des approvisionnements par le maintien d'une domination maritime.

b) Le renforcement de la domination commerciale britannique

Plus largement la stratégie libre échangiste anglaise semble constituer un succès. Le démantèlement tarifaire permet à l'Angleterre de s'ouvrir des marchés extérieurs en pleine expansion. Les grandes puissances européennes consentent en effet des mesures d'assouplissement de leur politique commerciale à l'instar de la France qui dès le début des années 1850 abaisse le niveau moyen de ses droits de douanes. Comme prévu l'avance technique britannique lui permet d'améliorer ses positions commerciales. L'essor des exportations était déjà rapide dans les 10 à 15 ans précédents (environ 5 % l'an) et la tendance s'accélère encore après 1846. De 1843-1847 à 1857-1861 le volume des exportations britannique augmente d'un peu plus de 6 % l'an. La croissance est également exceptionnellement dynamique sur la même période, le taux de croissance annuel en volume du PNB est de 2,4 %. La croissance du PNB par habitant atteint 2,2 %, « ce qui est certainement le record sur une aussi longue période entre 1800 et 1945 » (Bairoch). L'ouverture commerciale paraît ici payante. La suppression des *corn laws* a contribué à renforcer la domination mondiale de la Grande-Bretagne.

Cette séquence historique montre que le libre-échange constitue une politique commerciale pertinente pour une économie dominante, relativement en avance et disposant de spécialisations avantageuses.

Repères chronologiques

- 1814 : publication par Malthus de l'ouvrage *Observations sur les effets des lois sur les blés*
- 1815 : élévation du barème de la loi sur les blés
- 1817 : publication par Ricardo de l'ouvrage *Principes d'économie politique et de l'impôt*
- 1839 : constitution de la National Anti-Corn Law League
- 1846 : suppression des *corn laws*